



L'intelligence du travail

Pierre-Yves Gomez

Ed. Desclée de Brouwer, 2016, 184 p.

Le dernier livre de Pierre-Yves Gomez est précédé d'un *incipit* extrait du célèbre discours de Stockholm qu'Albert Camus prononça à l'occasion de la réception de son prix Nobel de littérature en 1957. Ce passage très connu enjoint aux représentants de la génération du grand écrivain « d'empêcher que le monde se défasse », vaste ambition et le livre qui commence ainsi entend y contribuer à sa juste place. Il s'inscrit en cela dans le droit fil des livres précédents de P.-Y. Gomez. Une autre citation du prix Nobel de littérature avait été utilisée en exergue du livre de George Friedmann, *Le travail en miettes* (1965), et aurait pu servir pour celui de P.-Y. Gomez : « Sans travail, toute vie pourrit. Mais sous un travail sans âme, la vie étouffe et meurt ». Le thème du travail est central dans l'œuvre de P.-Y. Gomez, il le présente ici comme « la somme d'énergie, de temps, d'habiletés, de talents, de force obstinée », avant de proposer la définition suivante : le travail est « l'activité de l'être humain qui, confronté à des

contraintes, produit selon un projet déterminé, quelque chose pouvant servir à d'autres ». Le travail est à la fois un fondement de notre liberté et une source d'aliénation lorsqu'il perd son sens et son intelligence. Plus qu'une valeur, le travail est considéré ici comme un fait concret, qui se matérialise dans la relation aux autres. L'auteur propose une géographie du travail, avec des territoires constitués par le travail domestique, le travail bénévole, le travail du consommateur (qui participe à la réalisation de ce qu'il achète, que ce soit des services ou des biens) d'une part, et par le travail salarié et indépendant d'autre part. La différence entre les deux catégories tient, on l'a compris, à la rémunération allouée en contrepartie du travail salarié et indépendant. Le travailleur agit dans les différentes zones, il est donc dans un contexte plus ou moins contraint selon les cas. On observe que le déclin de l'autonomie s'accompagne de l'apparition de la rémunération, comme si celle-ci venait compenser une certaine perte de liberté.

P.-Y. Gomez affirme que la liberté du travailleur décline lorsqu'il ne peut plus définir le contenu et l'utilité de son travail, c'est souvent le cas pour le salarié.

L'argument majeur du livre est avancé à ce stade du raisonnement et il ne manque ni d'originalité, ni de puissance conceptuelle : il s'agit de distinguer les cités du consommateur et du travailleur, celles qui servent respectivement l'agréable et l'utile. Selon que nous déciderons d'honorer prioritairement le consommateur ou le travailleur, nous ferons le choix de la liberté de pouvoir consommer à notre guise ou de la liberté de participer à la définition de notre travail. L'affaire est donc hautement politique et le raisonnement devrait être conduit de manière transparente pour les citoyens. Il se trouve que le capitalisme a établi la cité du consommateur et que le travailleur accepte sa servitude tant que ses revenus lui permettent de consommer toujours plus : « L'agréable a triomphé de l'utile ».

La charge de l'auteur s'accroît lorsqu'il accuse le néo-libéralisme d'avoir déconsidéré toute forme de communauté (Etat, famille, entreprise) au profit des marchés régulés par les prix. Selon lui, la dimension existentielle du travailleur s'estompe dans des débats autour du « capital humain » et dans l'addiction programmée à la consommation. Il souligne le paradoxe qui consiste à dénier le poids du travail dans les débats de société alors même que le temps de travail s'accroît dès lors qu'on considère les différents territoires dans lesquels il s'exerce.

On retrouve des thèmes familiers des lecteurs de P.-Y. Gomez lorsqu'il s'attaque à l'accumulation capitaliste, à la recherche monomaniaque du profit et à la financiarisation de l'économie. C'est à partir du

moment où le travailleur se demandera à quoi sert son travail que l'évolution vers un monde « durable et beau » pourra éventuellement commencer. Cette interrogation se pose peut-être aujourd'hui puisqu'à la fin du chapitre 15 une annonce retentit comme si elle était extraite d'un livre de Tolkien : « La guerre des deux cités a commencé » ! Le problème de cette guerre atypique est qu'elle oppose des combattants qui sont dans les deux camps à la fois. Elle se déroule sur trois fronts : autour de l'appropriation des plateformes numériques, dans la manière de gérer les nouveaux robots dans l'industrie et les services, sur le contrôle des outils de gestion.

La gouvernance des plateformes numériques est majoritairement le fait de grands groupes en situation de quasi-monopole. Il existe pourtant des plateformes décentralisées qui considèrent l'interface technique comme un « commun », si celles-ci se développent nous irons peut-être vers une économie de proximité qui pourrait libérer des espaces de travail ayant du sens. Ce serait donc une alternative à l'économie de la multitude qui standardise toujours plus le travail, l'appauvrissant et le privant de sens. Les nouveaux robots sont singuliers dans la mesure où ils peuvent remplacer littéralement les individus au travail, y compris dans le travail domestique. Il y a donc un risque non négligeable que cette vague de robotisation débouche sur une destruction nette d'emplois. Les limites de l'intelligence artificielle sont en effet très difficiles à cerner, ce que montre dernier roman d'Antoine Bello (*Ada*, Gallimard, 2016), probablement prémonitoire d'un futur proche. C'est donc bien par la manière de gérer ces robots d'un nouveau genre que nous déciderons d'en faire des serveurs du

consommateur (le temps de travail libéré pouvant être mis à profit pour le divertissement) ou du travailleur (avec une relocalisation des emplois dans le cadre, par exemple, des *fablabs*).

L'entreprise néolibérale est présentée par P.-Y. Gomez comme « une plateforme de compétences individuelles ». Les cadres et les managers qui exercent dans ce type d'organisation travaillent beaucoup mais ressentent parfois l'impression d'être « des organisateurs du non-sens ». On retrouve ici les propos de François Dupuy (*La faillite de la pensée managériale*, 2015) et la critique des pratiques de *reporting* qui se développent au détriment de ce qui devrait être l'essence du management : stimuler, encourager et accompagner le travail bien fait, sensé et utile. On retrouve Camus (*Le mythe de Sisyphe*, 1942) lorsqu'on pense à l'absurdité de certaines tâches aujourd'hui confiées aux cadres et aux managers de l'entreprise du XXI^e siècle.

La guerre qui commence est résumée en une alternative entre une consommation sans entrave et le choix de décider du sens à donner à notre travail. P.-Y. Gomez espère que notre société trouvera une solution permettant de rémunérer toutes les formes de travail, y compris le travail domestique et bénévole. Il plaide aussi pour une protection améliorée des travailleurs indépendants, surtout ceux qui le deviennent dans le cadre de l'*ubérisation* du travail ; pour cela il propose des regroupements de travailleurs dans un cadre associatif, on peut aussi imaginer que les coopératives d'activité et d'emploi puissent jouer un rôle dans cette évolution. La gouvernance des plateformes numériques est essentielle et la solution réside dans une « vieille institution humaine », celle des biens communs.

L'intelligence du travail nous semble étroitement liée au concept d'appropriation du travail que l'on doit à Philippe Bernoux (*Un travail à soi*, 1981 ; *Mieux-être au travail : appropriation et reconnaissance*, 2015). Une question de recherche stimulante réside dans la discussion sur la manière de favoriser l'appropriation du travail. Il nous semble qu'on peut y parvenir en agissant à la fois sur la gouvernance, de manière à ce qu'elle favorise la coopération en subordonnant le profit au projet, et un renouvellement du droit des sociétés permettant d'intégrer un objet social ou environnemental dans les statuts de l'entreprise, comme on le voit dans les *Flexible Purpose Corporations* en Californie. Il existe en France un statut d'entreprise qui permet d'agir sur ces deux leviers, celui des SCOP (sociétés coopératives et participatives). Elles sont fondées sur une démarche de participation des salariés à la gouvernance de leur entreprise et sur des dispositifs réglementaires visant à pérenniser et développer le projet économique et social de la société avec, en particulier, un partage de l'excédent net de gestion favorable à la mise en réserves des profits. La « guerre des deux cités » mérite sans doute d'être analysée au regard de la gouvernance et des pratiques de management que nous pouvons observer et étudier au sein des SCOP.

La guerre des deux cités se joue en chacun de nous et à l'occasion de nos choix individuels nous orientons le sort des batailles. L'appel à la responsabilité individuelle est donc vibrant dans ce livre stimulant et il faut espérer qu'il contribuera à éviter que notre monde se défasse encore plus qu'en 1957...

Jean-Yves Juban
Université Grenoble Alpes